

« TENDANCES DE L'ORIENT »

Pourquoi les États-Unis veulent agresser la Syrie

par Pierre Khalaf

PARTENAIRES | BEYROUTH (LIBAN) | 9 SEPTEMBRE 2013

ENGLISH



Pourquoi les États-Unis veulent agresser la Syrie

Par Ghaleb Kandil

La décision de Barak Obama de déclarer la guerre à la Syrie ne vient pas de nulle part. Elle est le résultat d'une série de facteurs qui, du point de vue du président des États-Unis, constituent une dernière tentative pour éviter la fin de l'hégémonie unilatérale de l'empire américain sur le monde. L'impasse de Washington reflète aussi celle d'Israël, qui voit croître, avec impuissance, la force de dissuasion régionale de l'Axe de la Résistance, dont le maillon central est la Syrie. C'est ce qui explique largement l'argument de la « *sécurité nationale américaine* », avancé par Obama pour vanter la guerre contre la Syrie.

Le premier de ces facteurs est l'échec de la guerre indirecte menée

depuis deux ans pour détruire l'État syrien. Un échec d'autant plus retentissant que des moyens colossaux ont été mobilisés par les États-Unis et leurs agents pour atteindre cet objectif. Mais l'État syrien a résisté, sous le leadership de son président Bachar al-Assad, et toutes les tentatives se sont heurtées à la solidité de l'Armée arabe syrienne, qui a repris l'initiative sur le terrain et a absorbé puis repoussé les vagues successives lancées par des dizaines de milliers de mercenaires étrangers venus de 80 pays. La dernière vague venait de Jordanie, où le prince saoudien Bandar Ben Sultan, le véritable chef d'Al-Qaïda, a massé 20 000 extrémistes, entraînés pendant des mois par des forces spéciales US, françaises et britanniques.

Les groupuscules d'Al-Qaïda en Syrie sont le principal outil des États-Unis. Leur dernier plan consistait à opérer une percée à Damas. Mais les vagues de jihadistes-takfiristes se sont brisées sur le rempart de l'armée syrienne, qui a lancé une offensive préventive autour de la capitale.

Deuxième facteur : Il est clairement apparu que la résistance de l'État syrien tout ce temps a été le principal catalyseur pour l'émergence de nouveaux équilibres internationaux. Cette résistance a servi de levier aux pays opposés à l'hégémonie unilatérale des États-Unis, comme la Russie, la Chine et plus généralement les membres des Brics, qui ont fait preuve de dynamisme. Lors des différents épisodes de l'agression contre la Syrie, Washington a dû se plier aux exigences d'un nouveau partenariat international en acceptant, du moins théoriquement, les arrangements conclus avec la Russie, notamment l'accord de Genève 1 et le projet de Genève 2. Mais très vite, les États-Unis ont tenté de vider de leurs contenus ces arrangements, avant d'essayer de les torpiller.

L'agression directe contre la Syrie reste donc, pour les États-Unis, la seule et dernière voie pour tester leurs capacités de renverser la table, de protéger et de renouveler leur hégémonie unilatérale sur le monde, et de se retourner sur le partenariat qu'ils avaient fait semblant d'accepter. Car la fin de l'hégémonie signifie la fin des privilèges et des intérêts que les États-Unis ont accumulés ce dernier quart de siècle, en tant que puissance unique sur la scène mondiale, depuis l'effondrement de l'Union soviétique. Accepter un

monde multipolaire conduira, forcément, à une révolution dans les rapports internationaux et à un changement de la structure des Nations unies, instrumentalisées toutes ces années par Washington pour servir ses intérêts.

Troisième facteur : Le sort d'Israël et des États-fantoches arabes se situe au cœur de l'agression contre la Syrie. En effet, l'alliance constituée par l'Occident, Israël, les pétromonarchies rétrogrades et la Turquie, sait pertinemment que la victoire de la Syrie et du président Bachar al-Assad va déclencher une vague nationaliste arabe hostile au mouvement sioniste et aux forces coloniales dans la région. Cette victoire va renforcer la Syrie, l'Iran et les mouvements de résistance, qui ont déjà réussi à briser la force de dissuasion israélienne lors des guerres successives, notamment celle de juillet 2006, au Liban. C'est, d'ailleurs, le véritable objectif de l'agression contre la Syrie depuis mars 2011.

Quatrième facteur : Une éventuelle victoire de la Syrie constituerait un danger stratégique pour les États-Unis et leurs auxiliaires, surtout à l'ère des changements décisifs qui sont en train de s'opérer en Égypte, après la chute retentissante des Frères musulmans. Une telle victoire resserrerait forcément l'étau sur Israël. Les États-Unis et leurs agents n'ont donc plus qu'une dernière carte à jouer : celle de l'intervention militaire directe en Syrie.

Mais la Syrie n'est pas seule sur le terrain. Contrairement à l'Irak de Saddam Hussein et à la Libye de Moammar Kadhafi, elle est au cœur d'un axe régional qui a enregistré des victoires successives sur Israël depuis 1982 dans quatre guerres majeures, en plus de dizaines d'autres affrontements militaires et bras de fer politico-diplomatiques. Cet axe est aujourd'hui soutenu par une grande puissance, la Russie, longtemps humiliée par les États-Unis, et qui est aujourd'hui déterminée à retrouver sa place centrale sur la scène internationale.

Dans ce nouveau bras de fer, imposé par Washington, l'Axe de la Résistance et ses alliés internationaux font preuve de solidité. C'est surtout la résistance de la Syrie, de son président, de son peuple et de son armée, qui les encourage à ne pas céder aux menaces. Et lorsque ces menaces se concrétiseront en acte, les États-Unis et leurs auxiliaires seront surpris par la capacité de riposte de cet axe

qui s'étend de Téhéran à Moscou, en passant par Bagdad, Damas, Beyrouth et Pékin.

Déclarations et prises de positions

Bachar al-Assad, président de la République arabe syrienne

« Quiconque accuse doit donner des preuves. Nous avons défié les États-Unis et la France d'avancer une seule preuve. MM. Obama et Hollande en ont été incapables, y compris devant leurs peuples. Je ne dis nullement que l'armée syrienne possède ou non de telles armes. Supposons que notre armée souhaite utiliser des armes de destruction massive : est-il possible qu'elle le fasse dans une zone où elle se trouve elle-même et où des soldats ont été blessés par ces armes, comme l'ont constaté les inspecteurs des Nations unies en leur rendant visite à l'hôpital où ils sont soignés ? Où est la logique ? Le Proche-Orient est un baril de poudre, et le feu s'en approche aujourd'hui. Il ne faut pas seulement parler de la riposte syrienne, mais bien de ce qui pourrait se produire après la première frappe. Or personne ne peut savoir ce qui se passera. Tout le monde perdra le contrôle de la situation lorsque le baril de poudre explosera. Le chaos et l'extrémisme se répandront. Le risque d'une guerre régionale existe. Quiconque contribue au renforcement financier et militaire des terroristes est l'ennemi du peuple syrien. Quiconque œuvre contre les intérêts de la Syrie et de ses citoyens est un ennemi. Le peuple français n'est pas notre ennemi, mais la politique de son État est hostile au peuple syrien. Dans la mesure où la politique de l'État français est hostile au peuple syrien, cet État sera son ennemi. Cette hostilité prendra fin lorsque l'État français changera de politique. Il y aura des répercussions, négatives bien entendu, sur les intérêts de la France. »

Vladimir Poutine, président de la Fédération de Russie

« Avec le président Obama, c'était un entretien très étoffé, constructif et bienveillant. Chacun est resté sur ses positions. Quoi qu'il en soit, c'était un dialogue. Nous nous entendons l'un l'autre. Nous comprenons les arguments. Je ne suis pas d'accord avec ses arguments. Il n'accepte pas les miens. Mais nous nous écoutons et

essayons d'analyser. L'entretien avait duré 20 à 30 minutes. Il a été convenu que nous poursuivront des contacts en vue de désamorcer la crise syrienne. On sait que les États-Unis, la Turquie, le Canada, l'Arabie saoudite et la France se prononcent pour une opération militaire. Monsieur Cameron s'est également prononcé pour cette option, mais le Parlement de son pays, exprimant la volonté du peuple britannique, s'y est opposé. La chancelière allemande se comporte de manière très prudente : l'Allemagne n'envisage de participer à aucune opération militaire. Vous voulez savoir si nous aiderons la Syrie ? Nous le ferons, comme nous le faisons actuellement. Nous lui livrons des armes, nous collaborons dans le domaine économique. J'espère que nous élargirons notre coopération humanitaire, notamment en accordant une aide humanitaire aux civils syriens qui se trouvent actuellement dans une situation difficile. »

Michel Sleiman, président de la République libanaise

« Attention aux paris de certains sur les événements dans la région arabe, notamment en Syrie. Certaines parties libanaises sont persuadées que l'intérêt de la patrie est lié au sort de ces pays et c'est très dangereux. Il faut œuvrer pour l'élaboration d'une stratégie de défense, à travers le renforcement des capacités nationales et diplomatiques, en profitant également des capacités de la Résistance. Israël tente toujours de semer la zizanie entre les Libanais, via ses agressions récurrentes contre la souveraineté du Liban. Le terrorisme frappe désormais tous les pays de la région. Les groupes terroristes, les attentats à la voiture piégée, le tir de roquettes et les opérations d'enlèvement ne sont que des petits exemples sur les complots ourdis à l'encontre de notre pays et du monde entier. »

Michel Aoun, chef du Courant patriotique libre

« Nous soutenons la sécurité du peuple syrien et nous souhaitons la participation des chrétiens et des musulmans à la journée de prière décrétée par le pape François le 7 septembre en faveur de la paix en Syrie. La politique de l'Occident consiste-t-elle à soutenir al-Nosra et Al-Qaïda dans certains pays et à les détruire dans d'autres ? J'espère que le président Obama n'est pas jaloux du président George Bush et qu'il ne fera pas de guerre en Syrie. »

Naïm Kassem, secrétaire général adjoint du Hezbollah

« Les conditions posées par le 14-Mars sont les mêmes que le premier jour. Ce sont des conditions qui visent à exclure certaines parties et qui, de ce fait, ne sont pas adéquates pour le Liban dans les circonstances présentes. Le Hezbollah et ses alliés ont déjà souligné qu'ils sont opposés aux conditions et aux contre-conditions. Ils sont pour un gouvernement qui serait formé sur base du poids parlementaire des factions politiques. Nous n'accepterons pas un gouvernement tronqué qui ne reflète pas la réalité. Nous ne sommes pas à la recherche de portefeuilles ministériels qui ne nous accorderaient qu'un rôle de pure forme, comme ce serait le cas avec un cabinet formé sur base de la formule 8-8-8. »

Marwan Farès, député libanais membre du Parti syrien national social

« La Syrie résistera. Son armée est soudée et capable de faire face tout en sachant que la confrontation touchera Israël, la Turquie et la Jordanie. La résistance au Liban est prête à riposter avec force, et épaulera la Syrie aux niveaux politique et militaire tout comme Damas avait soutenu la résistance pendant la guerre de juillet 2006. »

Hachem Minkara, chef du Mouvement de l'unification islamique

« Les attentats de Tripoli sont un acte qui suscite le plus profond mépris. C'est haram. Seuls ceux qui méprisent l'humanité sont capables d'un tel acte. Celui qui a commis l'attentat de Tripoli est celui qui a commis l'attentat de la banlieue sud de Beyrouth. Cheikh Ahmad el-Gharib a démenti devant le juge tous les aveux qu'il avait faits lors de l'interrogatoire préliminaire. Ils lui ont été extorqués sous la pression. Que la justice prenne son cours et que le vrai criminel soit arrêté. J'ai combattu Israël et l'armée syrienne lorsqu'elle se trouvait au Liban ? Aujourd'hui, je soutiens le projet de l'État en Syrie. Voulez-vous remplacer ce projet par le Front al-Nosra ? J'appelle le Comité des ulémas musulmans et son président, cheikh Salem Rafeï, ainsi que le Comité des ulémas de bilad al-Cham à un dialogue sincère. Sayyed Hassan Nasrallah porte le flambeau de la résistance dans le monde arabe contre Israël. Personne ne pourra dire un jour le contraire. »

Événements

• Environ 250 personnes ont manifesté vendredi à Beyrouth, à l'appel de partis et d'organisations favorables au régime syrien, contre une éventuelle frappe militaire des États-Unis et de la France en Syrie. Les manifestants ont tenté de s'approcher du siège de l'ambassade US à Awker, une localité au nord de Beyrouth, mais en ont été empêchés par les nombreux barrages des forces de sécurité. La manifestation a coïncidé avec l'annonce par l'ambassade de l'évacuation de son personnel non-essentiel, au moment où le président Barack Obama accuse le régime syrien d'avoir mené une attaque chimique meurtrière et tente de convaincre le Congrès d'approuver une intervention punitive. « *L'ambassade US est une salle d'opération pour la guerre contre la Syrie* », proclamait l'une des nombreuses banderoles brandies par les manifestants, avec des drapeaux libanais et syriens et des portraits du président syrien Bachar al-Assad. Certains portaient des bracelets sur lesquels était inscrit : « *Les USA sont le grand Satan* », un slogan généralement utilisé par l'Iran et le Hezbollah chiite libanais. D'autres ont peint leur main de rouge, couleur du sang d'éventuelles victimes d'une action militaire US et brandi des cartons portant l'inscription « *Non à la guerre anglo-saxonne !* ». « *Nous sommes les jeunes de partis politiques et d'organisations qui refusent qu'une terre arabe soit violée* », a affirmé l'un des participants, Fadi Hossami.

• Le quotidien *Ad-Diyar* rapporte l'analyse de certaines sources se disant sceptiques au sujet de la pertinence du déplacement du président Michel Sleiman en France s'il coïncide avec une frappe contre la Syrie. « *La France, ajoutent ces sources, est le pays européen le plus va-t-en-guerre contre la Syrie à présent, aux côtés des États-Unis* ».

• Selon le quotidien *Ad-Diyar*, réagissant au dernier discours de Samir Geagea, l'ambassadeur d'un pays européen aurait considéré que le chef des Forces Libanaises n'a pas tiré les leçons du passé et s'est contenté de tenir des propos superficiels. Cet ambassadeur comptait adresser à Geagea une invitation pour visiter le pays qu'il

représente au Liban, mais il y aurait renoncé après ce discours.

- Le tribunal de l'Union européenne a annulé vendredi des sanctions imposées à sept établissements financiers et autres sociétés iraniennes pour leurs liens présumés avec le programme nucléaire controversé iranien, ont rapporté les médias internationaux. Cependant l'annulation des sanctions n'aura pas d'effet immédiat, les pays de l'UE ont deux mois et dix jours pour introduire un pourvoi.

Revue de presse

As-Safir (Quotidien libanais proche du 8-Mars)

Claire Chokor (6 septembre 2013)

Le chef du Parti socialiste progressiste (PSP), Walid Joumblatt, pense que la frappe contre la Syrie accroîtra l'anarchie dans ce pays. Selon lui, il fallait, depuis la bataille de Baba Amr, unifier et armer l'opposition. Aujourd'hui, par contre, « *les rues syriennes ont été envahies par des oppositions de tous bords, à grand renfort de kamikazes et de jihadistes, et au détriment de l'intérêt du peuple syrien et de l'opposition nationale* ». Il exclut toutefois que le Liban devienne un « *partenaire militaire dans la bataille syrienne* », s'agissant notamment de l'intervention du Hezbollah à partir du sud du Liban : « *La banlieue sud et Téhéran ne sont pas sans savoir que les habitants du sud ne peuvent plus supporter de nouveaux exodes, et elles ont à cœur le bien-être de ces citoyens* ». Le chef du PSP appelle donc tous les protagonistes libanais à ne pas miser sur les missiles Tomahawk qui pourraient s'abattre sur des cibles en Syrie.

Par ailleurs, sur le plan interne, il estime possible de parler d'une entente au sujet de la forme du gouvernement, qui sera un gouvernement politique « *similaire à la réalité sur le terrain* » : « *Le discours évoquant un gouvernement de technocrates ne correspond pas à la configuration libanaise* », selon lui. Démentant les informations sur une décision régionale d'entraver la naissance du gouvernement, il estime que la formation du cabinet est devenue une urgence pour diverses raisons : la dégradation de la

conjoncture économique, la crise des réfugiés syriens qui sera appelée à s'exacerber en cas de détérioration de la situation en Syrie, et le dossier du pétrole qui doit avancer pour que le Liban comble son retard... Walid Joumblatt considère que la formule proposée dernièrement par Tammam Salam, relative à un « *gouvernement fédérateur* », est « *excellente, s'agissant notamment de la rotation des portefeuilles* ». Après avoir relevé une évolution dans la position du Courant du Futur, qui a levé son veto contre la participation du Hezbollah au Cabinet, il fait état d'une « *divergence de vues entre Fouad Siniora, des parties extérieures et certaines parties libanaises en ce qui concerne l'attribution des portefeuilles stratégiques* ». Sur un autre plan, M. Joumblatt indique qu'il ne faudrait pas arriver à l'échéance présidentielle sans qu'un gouvernement n'ait été formé. Interrogé sur les propos qu'on entend d'ores et déjà concernant les candidatures à la présidentielle, il se contente de lancer : « *Je crains que nous regrettions le temps du mandat, qui procédait à une alternance entre les communautés chrétiennes pour la présidence. Nous pourrions également regretter le temps de la Moutassarifiya, lorsque les Moutassarifs étaient chrétiens, mais non Libanais !* »

As-Safir (6 septembre 2013)

Imad Marmal

Le Hezbollah se mure dans le silence au sujet de sa réaction à une éventuelle opération militaire occidentale en Syrie, tout en poursuivant ses préparatifs en coulisses. Il a en effet pris toutes les mesures nécessaires pour parer aux pires éventualité et redoublé de vigilance pour pouvoir « *maîtriser le timing, la nature et l'ampleur de sa réaction au cas où il jugerait impératif d'intervenir* ». En revanche, certaines composantes du 14-Mars ambitionneraient de bâtir sur les décombres de la frappe US présumée un empire politique avec Saad Hariri au poste de Premier ministre et Samir Geagea pour président. Les tenants de cette option croient en effet que les rapports de force en Syrie et au Liban ne resteront certainement pas les mêmes, et que Téhéran et le Hezbollah seront si affaiblis qu'il sera possible de les encercler et de reprendre l'initiative.

As-Safir (4 septembre 2013)

Mohammad Ballout, Paris

Pas de gaz sarin dans les premiers échantillons chimiques syriens prélevés à la Ghouta et arrivés en France à travers les renseignements français et jordaniens. Les premières analyses françaises en laboratoire ont été négatives pour tous les échantillons obtenus par le biais de militants de l'opposition syrienne ou via le renseignement jordanien. Les services français avaient suivi la mission des Nations unies dans la Ghouta, à Mouadamiyat, Douma, Arbine et Kfarbatna, et obtenu des échantillons semblables à ceux collectés par l'équipe onusienne. Selon une source syrienne proche de l'opposition et de la Coalition nationale syrienne à Paris, aucune substance chimique n'a été détectée dans ces échantillons. La Coalition a demandé aux Français de recommencer les analyses des échantillons qui, affirme-t-elle, ont été prélevés sur des victimes ayant succombé à l'attaque aux armes chimiques.

Dans le cadre de la bataille pour établir la présence de substances chimiques, le renseignement français a demandé à l'opposition syrienne d'envoyer en France des victimes ayant survécu à l'attaque dans les régions de Mouadamiyat et de Douma, pour qu'elles subissent des analyses médicales qui seront directement effectuées par les experts français. À en croire une source proche de la Coalition à Paris, les membres de cinq familles syriennes de Mouadamiyat et de Douma sont attendus sous peu à Paris. L'opposition est à présent en train d'organiser exfiltration du territoire syrien à travers la frontière turque.

Les résultats des examens effectués en France pourraient amener les États-Unis et la France à devoir attendre les conclusions des experts des Nations unies, qui pourraient prendre trois semaines. Le président français a reconnu l'isolement de la France en Europe et l'absence d'une coalition qui soutienne la décision de guerre. Le Parlement français ne votera qu'après le vote US. Fort probablement, le Parti socialiste ne lâchera pas le président et défendra la décision de guerre contre la Syrie. Quant à l'opposition de droite, elle est tiraillée par des calculs politiques locaux pour faire payer au président le prix de ses erreurs en matière de politique étrangère. Deux courants la traversent : d'une part, ceux qui croient que l'alternative à Bachar al-Assad en Syrie sera

Al-Qaïda et les jihadistes, et de l'autre, les gaullistes qui affirment qu'il ne faut pas toucher aux prérogatives absolues du président de la Ve République, même s'il a tort. Mais la plupart d'entre eux regardent les sondages d'opinion, et découvrent que quelque 64 % des Français et des électeurs sont opposés à une participation de leur pays à la guerre contre la Syrie. C'est un chiffre qu'ils ne peuvent ignorer, sans compter l'isolement de la France en Europe. Le différend sur la décision de guerre n'implique pas uniquement le Parlement. À part le Quai d'Orsay et l'Élysée, il est difficile de déterminer clairement un axe institutionnel français qui approuve cette décision. Une source française rapporte que la réunion du Conseil de défense la semaine dernière à l'Élysée a été le théâtre d'un affrontement entre deux camps : le Quai d'Orsay et l'Élysée d'un côté, le ministre de la Défense, la DGSE et à l'état-major de l'autre. Les militaires ont expliqué qu'il sera difficile pour les forces françaises de s'engager dans une guerre sur deux fronts distincts, en Syrie et dans le Sahel, où les troupes françaises mènent toujours des opérations contre AQMI. Les mêmes militaires ont par ailleurs fait valoir que l'après-guerre recèlera de graves dangers, ce qui nécessitera le maintien sur place de nombreux navires et avions ainsi que des forces d'intervention rapide pour protéger les intérêts français contre d'éventuelles représailles.

An-Nahar (Quotidien libanais proche du 14-Mars)

Sarkis Naoum (6 septembre 2013)

La politique de distanciation vis-à-vis de la crise syrienne est une politique erronée pour une seule raison : L'État n'existe pas pour qu'elle puisse être mise en œuvre. Le gouvernement de Najib Mikati n'a pas pu empêcher le 8-Mars et le 14-Mars de prendre part à la guerre en Syrie, et aucun autre gouvernement n'y parviendra non plus.

An-Nahar (4 septembre 2013)

Le vicaire patriarcal maronite, Mgr Samir Mazloum, a affirmé que le patriarcat « *refuse l'utilisation de la force pour régler les différends entre les États* », en allusion aux menaces de frappes occidentales contre la Syrie. « *Nous n'avons pas encore oublié ce qui s'est passé en Irak et la comédie préparée par l'Occident pour attaquer ce pays*, a-t-il dit. *Les grandes puissances ont pris pour prétexte des*

informations sur des armes de destructions massives (ADM) en Irak et ont menti à l'opinion publique mondiale pour justifier la guerre, et il est apparu plus tard que ces ADM n'existaient pas ». Et l'évêque maronite de poursuivre : « *Nous sommes opposés aux politiques des grandes puissances qui ne s'intéressent à personne lorsque leurs intérêts sont en jeu. Nous avons tous vu le nombre de morts tombés en Irak. Qui leur demande des comptes pour toutes ces victimes et pour les destructions qu'elles ont occasionnées ?* » Mgr Mazloum a exprimé ses craintes de voir se reproduire en Syrie ce qui s'est passé en Irak. « *Nous ne croyons pas aux arguments avancés pour convaincre le monde du bien-fondé d'une frappe contre la Syrie. Nous ne défendons pas le régime syrien mais l'homme syrien et nous-mêmes. L'expérience nous a appris que si le problème commence en Syrie, il ne restera pas limité à ce pays. Il nous affectera chez nous.* » Le prélat maronite a déclaré que « *toute l'Église est opposée à la frappe contre la Syrie, avec à sa tête le pape François, qui a appelé à la paix dans ce pays* ».

Al-Akhbar (Quotidien libanais proche de la Résistance)

(6 septembre 2013)

Selon des sources informées, la dernière proposition avancée par le chef du Parti socialiste progressiste, Walid Joumblatt, à l'ancien Premier ministre, Saad Hariri, par l'intermédiaire du ministre Waël Abou Faour, consistait à octroyer le tiers de blocage (tiers +1) à chacun des deux camps adverses, sur la base de la formule dite « 6-9-9 » (6 aux centristes, 9 au 8-Mars, 9 au 14-Mars). Le chef du Courant du futur a cependant rejeté cette proposition.

Al-Akhbar (6 septembre 2013)

Nasser Charara

Selon des informations confirmées, l'heure H de la frappe contre la Syrie sonnera au lendemain de la tenue de la 67^{ème} session de l'Assemblée générale des Nations unies le 16 septembre. Les canaux de dialogue entre des personnalités syriennes, proches du régime de Bachar al-Assad, d'une part, des responsables de haut niveau de l'Union européenne et du Foreign office britannique de l'autre, étaient ouverts avant même la déclaration par Barak Obama de son intention de mener une agression contre la Syrie. Les contacts, qui se seraient poursuivis durant les dernières 48 heures,

auraient été voués à l'échec, ayant abouti à une conclusion qui dit que la guerre contre la Syrie est désormais une fatalité tant pour le président US que pour Bachar al-Assad. À en croire les mêmes informations, la Grande-Bretagne et l'UE auraient mis en avant auprès de leurs interlocuteurs « *une proposition de dernière minute* », qui, si approuvée par Assad, serait la seule issue permettant de faire barrage à la guerre. Elle aurait été présentée comme étant la seule formule à même de conduire Obama, dans l'hypothèse où il y adhérerait, à se rétracter de sa décision de mener une frappe militaire contre la Syrie. Cette proposition consisterait à ce que le président Assad prononce un discours en s'adressant au peuple syrien annonçant qu'il ne se portera pas candidat aux prochaines élections présidentielles prévues en 2014. Par ailleurs, l'impulsion de la France en faveur de la guerre d'Obama contre la Syrie est toujours à son paroxysme. Toutefois, des sources diplomatiques annoncent qu'un débat prenant de plus en plus d'ampleur serait en train de se dérouler au sein des services de renseignement français, Paris étant cette fois aux prises en Syrie avec une situation sans précédent. La France a été prise de court avant d'enclencher sa guerre contre la Syrie, en découvrant que de nombreux ressortissants français y seraient portés disparus. Avec l'annonce par Paris du début de sa guerre contre la Syrie, leur sort ferait ainsi, selon les sources précitées, l'objet de vives préoccupations. À la veille de l'annonce par Obama et Hollande de leur intention de mener une agression contre la Syrie, le chef des services de renseignement français, Bernard Bajolet (ancien conseiller pour la sécurité de Nicolas Sarkozy), aurait engagé, apprend-t-on de mêmes sources, des démarches avec Damas, loin des feux de la rampe, dans l'objectif d'obtenir la libération de quatre Français portés disparus en Syrie, dont deux seraient capturés à Raqqa avec Al-Qaïda et deux dans la région de Mareh, sachant que leurs ravisseurs sont toujours inconnus. À ces quatre personnes, qui seraient, selon l'article, des agents des services de renseignement français, s'ajouteraient de nombreux journalistes, dont Didier François enlevé, ainsi qu'un autre journaliste d'origine libanaise, Édouard Élias (22 ans).

Par ailleurs, 500 soldats des forces spéciales françaises rattachées à la Légion étrangère se trouvent en Jordanie, la majorité de ces

forces n'étant pas de nationalité française, contrairement aux officiers qui seraient eux exclusivement français. Cette force militaire française ne constituerait pas plus que 5 % de la totalité de la capacité militaire qui aurait été mise en place en Jordanie dernièrement. Toutefois, cette force participerait aux opérations qui seraient destinées à éclairer les cibles qui seraient éventuellement visées sur le territoire syrien au moment où la campagne de bombardement stratégique débutera.

Al-Akhbar (5 septembre 2013)

Radwan Mortada

La remise en liberté du cheikh Hachem Minkara est la preuve de son innocence des accusations portées contre lui sur son implication dans le double attentat de Tripoli, le 23 août. L'homme a été lavé d'un crime qu'il n'a pas commis, mais reste coupable aux yeux de nombreux Tripolitains. La responsabilité en incombe au commissaire du gouvernement auprès du tribunal militaire, le juge Sakr Sakr, qui a ordonné l'arrestation d'un innocent. La libération de cheikh Minkara a provoqué un choc à Tripoli : un choc positif d'abord, parmi ses partisans, négatif ensuite dans les milieux populaires de la ville, et mitigé enfin sur la scène salafiste.

Al-Akhbar (5 septembre 2013)

Nicolas Nassif

La dernière réunion des ministres arabes des Affaires étrangères au Caire, laisse entrevoir un revirement, quoique partiel, dans l'approche de la Ligue arabe vis-à-vis de la crise syrienne. Les prises de position de l'Égypte se sont, en effet, démarquées de l'intransigeance saoudienne : lors de la discussion par les ministres de la crise syrienne, l'Arabie saoudite a assuré que c'est le régime d'Assad qui a eu recours aux armes chimiques, et elle a prôné des frappes militaires occidentales pour renverser le régime. En revanche, l'Égypte s'est opposée à toute frappe contre un pays arabe et a appelé à attendre le rapport des inspecteurs internationaux au sujet de leur mission à la Ghouta. L'attitude de l'Égypte est aux antipodes de celle exprimée par le ministre saoudien des Affaires étrangères, Seoud al-Fayçal. Contrairement à Riyad, le Caire redoute la réédition du scénario irakien.

L'Orient–Le Jour (Quotidien libanais proche du 14–Mars)

(4 septembre 2013)

De source diplomatique des Brics, l'émir Bandar ben Sultan, qui a supplanté les responsables qataris dans la lutte contre le régime syrien, avait mis au point un plan pour porter un coup fatal au régime via la capitale Damas. Une unité entraînée en Jordanie avait été préparée dans ce but. Les rumeurs véhiculées par la presse sur l'imminence de la bataille d'Alep n'étaient que de la poudre aux yeux, visant à détourner l'attention du régime syrien du véritable champ de l'offensive prévue. De même, l'attaque de l'opposition contre 13 villages de Lattaquié visait à obliger le régime à alléger son dispositif de sécurité autour de la capitale pour protéger son fief, Lattaquié. L'offensive contre la capitale devait avoir lieu sur deux fronts, celui du Nord et celui du Sud, et elle devait coïncider avec une large campagne médiatique, politique, psychologique et sur le terrain contre le Hezbollah pour le pousser à retirer ses troupes de Syrie et à se replier sur la scène interne libanaise.

Mais le régime syrien, selon la source, avait découvert ce plan et il avait lancé une contre-offensive, appelée « *Bouclier de la capitale* », destinée à élargir le périmètre de sécurité autour de Damas, autour du centre (Homs), jusqu'au littoral de Lattaquié, qui a été déclenchée le 20 août, dans une opération qualifiée de « *préventive* ». Le régime syrien et ses alliés ont ainsi pris leurs adversaires de court et enregistré une véritable percée. C'est alors, ajoute la source du Brics, qu'a été brandie l'affaire de l'utilisation des armes chimiques à Ghouta dans le rif de Damas, dans le cadre d'une gigantesque opération médiatique, à l'aide d'images très fortes, d'enfants morts, destinées à mobiliser l'opinion publique internationale.

Cette campagne s'est accompagnée de l'envoi d'émissaires US en Russie et en Iran. Le ton, précise la source diplomatique du Brics, utilisé par les émissaires des États-Unis était très ferme et le discours se résumait ainsi : « *Soit vous faites des concessions en abandonnant le régime d'Assad, soit nous vous les arracherons par la force.* » La source diplomatique précitée affirme que les États-Unis auraient été surpris par le calme des Russes, alors que les Iraniens n'auraient au départ pratiquement pas réagi. Seul le président Assad a déclaré qu'il ne ferait pas de concessions.

Les États–uniens auraient alors décidé de hausser encore plus le ton en envoyant leurs navires destroyers en Méditerranée et en décrétant la mobilisation dans leurs bases dans la région, pour montrer le sérieux de leurs propos. Ils croyaient ainsi avoir bien fait comprendre à leurs interlocuteurs que cette fois, ils ne plaisantaient pas. Le ministre russe des Affaires étrangères a alors eu cette phrase qui a induit l'Occident en erreur, lorsqu'il a dit que la Russie ne se laissera pas entraîner dans une guerre contre l'Occident. Les États–Unis auraient pris cela pour un feu vert tacite, un peu comme lorsque l'ambassadrice US à Bagdad April Glasby avait fait croire en 1991 à Saddam Hussein que les États–Unis ne réagiraient pas à une occupation du Koweït... En même temps, les sources militaires US ont dévoilé les cibles des frappes en Syrie, dans une tentative de convaincre les alliés du régime du sérieux de l'affaire.

Mais dans le camp adverse, les préparatifs allaient bon train. Une chambre d'opérations communes a été créée, entre la Russie, l'Iran, Damas et le Hezbollah. Les Russes ont mobilisé leurs navires devant les côtes méditerranéennes, les Iraniens ont décrété une mobilisation de leurs forces navales, aériennes et terrestres, alors que l'armée syrienne a mis en état d'alerte toutes les troupes gardées jusque–là en réserve. Les Russes et les Iraniens ont ensuite fait savoir aux États–uniens qu'à leurs yeux, il n'y a pas d'opération militaire limitée et ciblée et que toute attaque entraînera une riposte totale, jusqu'au détroit d'Ormuz et à celui de Bab el–Mendab. Les Iraniens ont aussi laissé entendre que la riposte ne sera pas limitée à la Syrie mais pourrait atteindre d'autres cibles dans la région. Vendredi et samedi, les Russes et les Iraniens n'ont cessé de hausser le ton pour montrer qu'ils sont prêts à tout et finalement, c'est le président Barak Obama qui s'est rétracté, soumettant sa décision à l'approbation de ses parlementaires, après la défection des Britanniques.

AFP (Agence de presse française, 6 septembre 2013)

Le pape François a accentué la pression contre une intervention armée en Syrie, avec une lettre adressée au président en exercice du G20, Vladimir Poutine. « *Aux dirigeants présents (au G20 de Saint–Pétersbourg), à chacun d'entre eux, je lance un appel du fond*

du cœur pour qu'ils contribuent à trouver des voies afin de surmonter les positions conflictuelles et qu'ils abandonnent la recherche vaine d'une solution militaire », a affirmé le pape dans sa lettre.

Également, son « *ministre des Affaires étrangères* », le Français Dominique Mamberti, réunissait 71 ambassadeurs pour leur signifier la détermination du Vatican à s'opposer à toute solution armée. Les États-Unis et la France envisagent des frappes limitées pour punir le régime du président Bachar el-Assad d'avoir, selon eux, utilisé massivement des gaz chimiques contre la population civile le 21 août. « *Face à de tels actes, on ne peut se taire* », et le Saint-Siège, a souligné Mgr Mamberti, « *souhaite que les institutions compétentes fassent la lumière et que les responsables rendent compte de leurs actes devant la justice* ». Mgr Mamberti a aussi invité les belligérants à « *dépasser leur opposition aveugle* », rappelé que Benoît XVI et François ont multiplié les appels depuis deux ans et demi, et que l'Église est « *en première ligne* » pour l'assistance humanitaire, sans distinction de confessions. Mgr Mamberti a exhorté « *les groupes d'opposition à isoler* » les « *groupes extrémistes, souvent provenant d'autres pays* », et à « *s'opposer clairement au terrorisme* ».

AFP (6 septembre 2013)

Le chirurgien syrien de Médecins sans frontières (MSF) dont le corps a été retrouvé mardi a été tué par l'État islamique en Irak et au Levant (EIL), lié à Al-Qaïda, a affirmé vendredi l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH).

« *Selon des médecins de l'Observatoire, c'est l'EIL qui a tué le jeune praticien, Mohammad Abyad, après son enlèvement lundi à l'aube sur son lieu de travail dans le village de Séjou* », dans la province d'Alep (nord), a expliqué l'OSDH dans un communiqué.

MSF avait annoncé jeudi la mort du chirurgien de 29 ans des circonstances « *floues* » et condamné « *cette agression perpétrée contre un chirurgien qui travaillait sans relâche pour améliorer la situation humanitaire terrible dans cette région alors que son pays est en guerre* ». L'ONG, dont les équipes composées de personnel international et syrien travaillent dans six hôpitaux et quatre centres de santé dans le nord de la Syrie, avait aussi insisté « *sur*

l'obligation d'assurer la protection du personnel humanitaire ».

Selon l'OSDH, qui s'appuie sur un vaste réseau de militants et de médecins à travers la Syrie, l'EIL a aussi tué jeudi Mohammed al-Hamada, un poète populaire et opposant syrien. Ce dernier s'était rendu à Kfar Zita, près de Hama (centre), pour s'enquérir du sort de son fils porté disparu. Il a eu une altercation avec des combattants de l'EIL, dont l'un l'a abattu de deux balles.

Dans la région de Hassaka (nord-est), l'EIL a aussi rasé jeudi une mosquée fréquentée par des chiites en dépit d'une demande des habitants de la transformer en centre culturel, selon la même source.

L'OSDH a ajouté avoir recensé depuis cinq mois des centaines d'enlèvements menés par l'EIL contre des militants de l'opposition, des religieux chrétiens et de nombreux Kurdes.

Selon l'OSDH, le prêtre jésuite italien Paolo Dall'Oglio figure parmi les religieux enlevés. La ministre italienne des Affaires étrangères, Emma Bonino, a elle aussi estimé que le prêtre était détenu par un groupe islamiste.

D'autres groupes rebelles, dont certains sont soutenus par les États-Unis, sont également accusés d'exactions en Syrie.

Le *New York Times* a publié une vidéo montrant des rebelles syriens exécutant sommairement des soldats prisonniers, dernier exemple de la violence émanant de toutes les parties du conflit. La vidéo montre sept soldats syriens le torse nu et couvert de blessures, agenouillés le front à terre et abattus d'un tir à l'arrière de la tête.

AFP (3 septembre 2013)

Les combattants du Hezbollah ont rejoint des positions tenues secrètes au Liban, en prévision d'une frappe éventuelle des États-Unis contre la Syrie, ont rapporté lundi des témoins, cités par l'AFP.

Le quotidien *al-Akhbar*, proche du régime syrien et du Hezbollah, a affirmé hier que « *la Résistance islamique (le Hezbollah) avait appelé tous ses cadres et ses membres à rejoindre leurs positions* ». Des habitants, interrogés par l'AFP dans la région de Tyr, ont indiqué qu'il y avait une ambiance de mobilisation générale au Liban-Sud, même si personne n'en parle explicitement.

La majorité des jeunes, connus pour être membres du Hezbollah, ont disparu des villes et villages depuis cinq jours, mais les mesures de sécurité autour des permanences du parti et les barrages n'ont pas changé, selon les témoins.

Même ambiance dans la plaine de la Békaa. Selon des habitants de Baalbeck, les combattants du Hezbollah se sont évaporés, notamment les artilleurs, bien que personne n'en fasse mention. Leurs téléphones portables sont désormais éteints pour qu'ils ne puissent pas être localisés. Dans la banlieue sud, des jeunes d'une quinzaine d'années ont remplacé les militants plus aguerris pour fouiller les voitures qui entrent dans ce fief du Hezbollah.

Interrogé par l'AFP, un porte-parole du Hezbollah a affirmé n'avoir aucun commentaire à faire à ce sujet. Le quotidien *al-Akhbar* affirmait dans son édition d'hier que « *l'armée syrienne a mobilisé les unités qui ne participent pas jusqu'à présent aux affrontements (contre les rebelles). Elle a aussi installé avec le Hezbollah une salle d'opération et mis ses unités en charge des missiles dans un état d'alerte sans précédent* ».

Le Figaro (Quotidien français, 7 septembre 2013)

Plus de deux Français sur trois (68 %) sont contre un engagement militaire de la France en Syrie dans l'hypothèse d'une intervention armée internationale, selon un sondage de l'institut Ifop.

À la question « *Seriez-vous favorable ou opposé à une intervention militaire internationale en Syrie ?* », 64 % des personnes interrogées se disent opposées à cette action contre 45 % le 29 août. Elles ne sont plus que 36 % à être favorables à cette intervention contre 55 % le 29 août. Parmi les opposants, on compte 45 % de sympathisants de gauche, 75 % de sympathisants de l'UMP, principal parti d'opposition de droite, et 77 % de sympathisants du Front national (extrême droite).

À la question « *dans l'hypothèse d'une telle intervention, seriez-vous favorable à un engagement militaire de la France ?* », 68 % des sondés répondent « *non* ». Une hausse de neuf points par rapport au sondage du 29 août. Ils ne sont plus que 32 % à être favorables à l'engagement de la France contre 41 % fin août, alors que Paris reste jusqu'ici le plus fidèle soutien des États-Unis pour une intervention militaire en Syrie.

Parmi les opposants, on compte 48 % de sympathisants de gauche, 76 % de sympathisants UMP et 83 % de sympathisants FN.

Enquête réalisée auprès d'un échantillon de 972 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus. Méthode des quotas.

Fides (Agence missionnaire du Vatican, 6 septembre 2013)

La croix qui surmontait la coupole du monastère des Saints Serge et Bacchus n'existe plus. Elle a été supprimée par des groupes armés de la galaxie jihadiste qui, mercredi, ont attaqué et envahi Maaloula, petit village situé au nord de Damas, considéré par tous les Syriens comme un lieu sacré et où est encore parlé l'araméen, la langue de Jésus. Les églises Saint Léonce et Saints Côme et Damien ont-elles aussi été touchées. Ainsi que l'a appris *Fides*, les groupes armés qui, depuis trois mois, se trouvaient sur la colline qui domine le village, en sont descendus et ont attaqué le barrage militaire se trouvant à l'entrée du village, tuant les militaires présents. Ils sont ensuite entrés dans le village, ouvrant le feu sur les maisons et blessant trois civils. Interpellé par l'Agence *Fides*, le Patriarche melkite, S.B. Grégoire III Laham, rendu amer par ce qu'il qualifie de « *énième tragédie de cette guerre* », lance un appel ému « *à la communauté internationale, à la conscience du monde entier afin de sauver le petit village de Maaloula* » qui se trouve sous la juridiction du Patriarcat de Damas, et « *constitue un symbole chrétien très important dans l'histoire de la Syrie* » explique-t-il.

Le Patriarche indique à *Fides* que « *80 % de la population du village, terrorisée, s'est enfuie à Damas. Hier, les évacués, meurtris, sont venus pleurer au Patriarcat gréco-catholique avant de se rendre au Patriarcat grec orthodoxe. Nous avons cherché à les reconforter par tous les moyens. Maaloula est un lieu sacré pour nous tous mais avant tout, ce sont ses habitants qui le sont. L'homme est le saint temple de Dieu. Les groupes armés sont désormais retranchés dans le village, formé de maisons construites sur les rochers. Ce qui fait que toute action de force visant à les déloger pourrait signifier la destruction de la localité* » remarque avec préoccupation le Patriarche. Il ajoute : « *Depuis deux ans et demi, nous portons la croix, nous sommes pèlerins sur un chemin de Croix. L'attaque contre Maaloula constitue une blessure profonde. Il s'agit d'un*

sommet de notre souffrance de par la valeur historique, culturelle et spirituelle que ce lieu a pour tous les Syriens ».

New York Times (Quotidien états-unien, 5 septembre 2013)

Le président Barack Obama a ordonné au Pentagone d'élargir la liste des cibles de la coalition des troupes US et françaises en Syrie, et d'étudier la possibilité d'une implication de l'armée de l'air.

Le président souhaite élargir la liste de 50 cibles établie par les militaires français. Afin d'éviter des conséquences indésirables, on prévoit d'éviter les frappes contre les sites susceptibles d'abriter des armes chimiques, dont l'utilisation présumée par les troupes gouvernementales a constitué le motif de la tenue de l'opération.

Les frappes pourraient viser les unités de l'armée syrienne soupçonnées d'avoir mené l'opération, son commandement, ainsi que les batteries d'artillerie et de missiles qui auraient mené l'attaque chimique proprement dite.

En outre, la Maison-Blanche a pour la première fois soulevé la question de l'implication des aviations française et US afin de détruire des cibles concrètes, alors que seules des frappes au moyen de missiles de croisières tirés par des navires états-uniens étaient initialement évoquées.

The Wall Street Journal (Quotidien états-unien, 5 septembre 2013)

Les États-Unis ont intercepté un ordre émanant d'un dirigeant iranien appelant des activistes en Irak à mener des attaques contre des intérêts US à Bagdad si des actions militaires sont lancées en Syrie. L'ambassade états-unienne dans la capitale irakienne fait partie des cibles potentielles, précise un responsable US sous le sceau de l'anonymat. Le département d'État a appelé jeudi les ressortissants états-uniens à éviter tout déplacement autre qu'« *essentiel* » en Irak. Le message a été intercepté au cours des derniers jours et il émanait du chef d'une unité spéciale des Gardiens de la Révolution dépendant directement du guide suprême iranien, l'ayatollah Ali Khamenei. Le message était adressé à des milices chiites irakiennes soutenues par le gouvernement de Téhéran.

Pierre Khalaf

New Orient News (Liban)

Source : « Pourquoi les États-Unis veulent agresser la Syrie », par Pierre Khalaf, New Orient News (Liban), *Réseau Voltaire*, 9 septembre 2013, www.voltairenet.org/article180157.html